



TRANSAT A.T.INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2009

LE 9 SEPTEMBRE 2009

Relations avec les investisseurs
M. Nelson Gentiletti
Chef de la direction financière par intérim
relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers
TSX: TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre des exercices 2009 et 2008, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2008, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2008. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 9 septembre 2009. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle les prix de vente devraient être inférieurs, mais ceci devrait être compensé en partie par les prix moins élevés du carburant et, potentiellement, par des taux de remplissage supérieurs.*
- La perspective selon laquelle les prix de vente plus bas pourraient être entièrement compensés par les prix moins élevés du carburant et des coûts aériens inférieurs.*
- La perspective de la société selon laquelle la diminution des prix de vente, en Europe, pourrait ne pas être entièrement compensée par la diminution des prix du carburant.*

- *La perspective de la société selon laquelle elle sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.*

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances de pression sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les prix du carburant demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
États consolidés des résultats								
Revenus	819 354	859 880	(40 526)	(4,7)	2 825 685	2 722 427	103 258	3,8
Marge ¹	27 187	14 587	12 600	86,4	57 819	104 576	(46 757)	(44,7)
Bénéfice net (perte nette)	30 991	(895)	31 886	3 562,7	43 741	32 975	10 766	32,6
Bénéfice (perte) de base par action	0,95	(0,03)	0,98	3 266,7	1,34	0,99	0,35	35,4
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,94	(0,03)	0,97	3 233,3	1,32	0,99	0,33	33,3
Dividende – actions de catégorie A et B	—	0,09	(0,09)	(100,0)	0,09	0,27	(0,18)	(66,7)
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	24 897	37 671	(12 774)	(33,9)	144 585	183 931	(39 346)	(21,4)
					Au 31 juillet 2009	Au 31 octobre 2008	Écart	Écart
					\$	Redressé ¹ \$	\$	%
Bilans consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					215 158	145 767	69 391	47,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)					224 358	256 697	(32 339)	(12,6)
Placements dans des PCAA					70 303	86 595	(16 292)	(18,8)
					509 819	489 059	20 760	4,2
Actif total					1 183 436	1 265 260	(81 824)	(6,5)
Dettes (à court terme et à long terme)					100 883	153 241	(52 358)	(34,2)
Dettes totales ²					453 341	450 335	3 006	0,7
Dettes nettes ²					167 880	217 973	(50 093)	(23,0)

¹NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ET AUTRES MODIFICATIONS

Se référer à la section Nouvelles conventions comptables et autres modifications.

²MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions « marge », « dette totale » et « dette nette » n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus desquels on soustrait les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle correspond à la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débenture) et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, présentées à la page 15.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenus en fiducie ou autrement réservés et les placements dans des papiers commerciaux adossés à des actifs [« PCAA »].

La marge, la dette totale et la dette nette ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR, mais plutôt comme une information complémentaire.

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multicanal faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur plus de 60 compagnies aériennes, mais surtout sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler ses besoins en sièges d'avion. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière et offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditif, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

De 2006 à 2008, Transat a mis en œuvre un plan triennal axé sur la croissance. Pendant cette période, les revenus ont augmenté d'environ un milliard de dollars, soit environ 48 %, grâce à des acquisitions et à une croissance interne dynamique. L'entreprise a affirmé sa position au Canada comme chef de file dans toutes les régions, de même qu'en France, où elle figure parmi les plus importants voyagistes, et au Royaume-Uni, où elle a acquis un voyagiste et renforcé sa position sur le Canada. Transat a pénétré comme prévu le marché de l'hôtellerie. Pendant cette période, Transat a également acquis des agences de voyages, augmenté sa présence sur Internet, et développé une plateforme de distribution multicanal performante.

En 2009, Transat commence l'implantation d'un plan triennal 2009-2011, axé principalement sur l'accroissement de sa compétitivité dans ses marchés principaux; l'adaptation de son offre pour participer aux segments de marché en forte croissance; la poursuite de l'intégration verticale; la poursuite de son approche bilatérale de développement des marchés; et le développement des compétences pour maintenir et accroître sa compétitivité et assurer la pérennité de l'organisation. La mise en œuvre de ce plan tient compte de la conjoncture économique préoccupante qui se dessinait à la fin de l'année civile 2008. Pour l'exercice 2009, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Accroître efficacité, productivité, compétitivité et agilité au sein de l'organisation, par une gestion serrée des coûts et des investissements ciblés permettant de maximiser les ressources, en combinant stratégiquement des résultats à court terme et une vision à long terme, sans compromettre la qualité du service à la clientèle.
- Consolider notre position de chef de file comme voyagiste expéditif par le maintien ou l'augmentation de nos parts de marché en différenciant notre offre, en maximisant les produits exclusifs, en lançant de nouveaux produits et en étendant notre portée, nous appuyant sur l'approche de distribution bilatérale que nous avons mise au point.
- Poursuivre le développement et la mise en œuvre de notre stratégie de distribution multicanal et augmenter les ventes sur chacun des canaux.
- Développer et mettre en œuvre un plan lié au tourisme durable visant à positionner Transat parmi les chefs de file de l'industrie, à exercer une influence accrue sur l'avenir de notre marché et à susciter l'adhésion des employés, des fournisseurs et des clients.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	819 354	859 880	(40 526)	(4,7)	2 825 685	2 722 427	103 258	3,8

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2008, nos revenus ont diminué de 40,5 millions de dollars pour le trimestre. La diminution de nos revenus résulte d'une baisse des revenus en Amérique de 6,2 % et de 2,6 % en Europe. Ces diminutions sont en partie attribuables à une baisse des activités commerciales combinée à des baisses de prix de vente.

Pour la période de neuf mois, nos revenus ont augmenté de 103,3 millions de dollars. L'augmentation de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique de 3,0 % et de 6,3 % en Europe. Ces augmentations découlent de la saison d'hiver où nous avons noté, entre autres, un accroissement de l'activité commerciale (en raison de l'augmentation de l'offre de nos produits) et en partie en raison de la vigueur de l'euro face au dollar, compensées par une baisse des prix de vente principalement sur nos destinations dans les Caraïbes et au Mexique.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neufs mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
	\$	Redressé \$	\$	%	\$	Redressé \$	\$	%
Coûts directs	460 083	480 375	(20 292)	(4,2)	1 712 385	1 542 282	170 103	11,0
Salaires et avantages sociaux	87 392	87 611	(219)	(0,3)	267 547	262 009	5 538	2,1
Carburant d'aéronefs	77 280	104 037	(26 757)	(25,7)	238 882	260 543	(21 661)	(8,3)
Commissions	34 994	35 774	(780)	(2,2)	148 869	141 891	6 978	4,9
Entretien d'aéronefs	21 610	24 241	(2 631)	(10,9)	75 133	72 190	2 943	4,1
Frais d'aéroports et de navigation	25 072	24 736	336	1,4	66 913	66 451	462	0,7
Loyer d'aéronefs	13 803	12 047	1 756	14,6	40 725	36 325	4 400	12,1
Autres	71 933	76 472	(4 539)	(5,9)	217 412	236 160	(18 748)	(7,9)
Total	792 167	845 293	(53 126)	(6,3)	2 767 866	2 617 851	150 015	5,7

Nos dépenses d'exploitation totales ont diminué de 53,1 millions de dollars pour le trimestre et ont augmenté de 150,0 millions de dollars pour la période de neuf mois de 2009 par rapport à 2008. Pour le trimestre, la diminution est entre autres attribuable à une baisse des activités commerciales et des prix du carburant qui s'est traduite par une diminution de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 9,0 % et de 1,9 % en Europe. Les augmentations pour la période de neuf mois sont principalement attribuables à la saison d'hiver où nous avons noté une hausse des activités commerciales qui s'est traduite par des augmentations de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 4,9 % et de 8,3 % en Europe.

COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les coûts directs ont diminué de 20,3 millions de dollars (4,2 %) pour le troisième trimestre et ont augmenté de 170,1 millions de dollars (11,0 %) pour la période de neuf mois. La diminution en dollars pour le trimestre découle de la diminution des activités commerciales combinée à une baisse de nos coûts de sièges, alors que l'augmentation pour la période de neuf mois est attribuable

à la saison d'hiver où nous avons enregistré une hausse de nos activités commerciales et où nos coûts directs ont été affectés par la vigueur de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux sont demeurés stables pour le trimestre et ont augmenté de 5,5 millions de dollars (2,1 %) pour la période de neuf mois comparativement à 2008. La légère diminution du trimestre résulte principalement d'une gestion plus serrée de nos effectifs. Pour la période de neuf mois, la hausse est principalement attribuable aux augmentations salariales annuelles, à l'ajout à la flotte de deux aéronefs au cours de l'exercice 2008 ainsi qu'à l'intensification des activités commerciales pendant la saison d'hiver.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 26,8 millions de dollars (25,7 %) pour le trimestre et de 21,7 millions de dollars (8,3 %) pour la période de neuf mois. La diminution pour le trimestre résulte principalement des prix du carburant moins élevés comparativement à 2008. Pour la période de neuf mois, la diminution découle principalement de la diminution du trimestre, compensée en partie par l'intensification de nos activités commerciales et des prix du carburant plus élevés pour la société au cours de la saison d'hiver. Compte tenu de notre politique de gestion des risques de carburant, la société n'a pas pu profiter pleinement de la baisse des prix du carburant.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 0,8 million de dollars au cours du troisième trimestre et augmenté de 7,0 millions de dollars au cours de la période de neuf mois par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice de 2008. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions sont demeurées stables. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009, la dépense de commissions a représenté 4,3 % de nos revenus comparativement à 4,2 % pour la même période en 2008. Pour la période de neuf mois, la dépense de commissions a représenté 5,3 % de nos revenus comparativement à 5,2 % en 2008.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement, pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2008, ces dépenses ont diminué de 2,6 millions de dollars (10,9 %) au cours du trimestre et augmenté de 2,9 millions de dollars (4,1 %) au cours de la période de neuf mois comparativement à 2008. La diminution du trimestre s'explique principalement par la baisse des activités commerciales alors que l'augmentation de la période de neuf mois s'explique par l'ajout à la flotte de deux aéronefs au cours de l'exercice 2008, par la vigueur du dollar US par rapport au dollar et par un bris de moteur.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement aux droits exigés par les aéroports. Ces frais sont demeurés relativement stables en augmentant de 0,3 million de dollars pour le trimestre et en augmentant de 0,5 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 comparativement aux périodes correspondantes de 2008.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 1,8 million de dollars (14,6 %) au cours du troisième trimestre et de 4,4 millions de dollars (12,1 %) au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses sont principalement attribuables à l'ajout de deux aéronefs au cours de l'exercice 2008 et par la vigueur du dollar US par rapport au dollar.

AUTRES

Les autres frais ont diminué de 4,5 millions de dollars (5,9 %) au cours du troisième trimestre et de 18,7 millions de dollars (7,9 %) au cours de la période de neuf mois, en regard de 2008. La diminution est principalement reliée à la diminution des frais de marketing ainsi que des honoraires professionnels. En pourcentage des revenus, les autres frais ont également diminué pour le trimestre, passant de 8,9 % en 2008 à 8,8 % en 2009 alors que pour la période de neuf mois ils sont passés de 8,7 % en 2008 à 7,7 % en 2009.

MARGE

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 27,2 millions de dollars au cours du troisième trimestre et de 57,8 millions de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement à des marges de 14,6 millions de dollars et 104,6 millions de dollars respectivement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

En proportion de nos revenus, nos marges sont passées de 1,7 % en 2008 à 3,3 % en 2009 pour le troisième trimestre et de 3,8 % en 2008 à 2,0 % en 2009 pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet. L'amélioration de nos marges au cours du trimestre découle principalement de la baisse des prix du carburant, de la réduction de nos coûts de sièges et de notre gestion serrée des coûts. Pour la période de neuf mois, l'érosion de nos marges résulte principalement de la saison d'hiver pendant laquelle les prix de vente subissaient des pressions à la baisse compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché canadien et de la vive concurrence, et ce, principalement sur nos destinations dans les Caraïbes et au Mexique.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	Redressé			\$	\$		
Revenus	478 089	509 477	(31 388)	(6,2)	2 131 725	2 069 663	62 062	3,0
Dépenses d'exploitation	472 949	519 876	(46 927)	(9,0)	2 086 417	1 988 810	97 607	4,9
Marges	5 140	(10 399)	15 539	149,4	45 308	80 853	(35 545)	(44,0)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 31,4 millions de dollars (6,2 %) au cours du troisième trimestre, comparativement à la même période en 2008. Cette diminution est attribuable à la baisse des prix de vente moyens et à une baisse du nombre de voyageurs de 6,5 %. Quant à cette dernière, on notera que le nombre de voyageurs canadiens sur les programmes expéditifs Sud et Europe est demeuré stable, et que la diminution provient du fait que la société, en tant que voyageur réceptif, a enregistré une baisse du nombre de voyageurs européens à destination du Canada. Pour le trimestre, nous avons réalisé une marge de 1,1 % comparativement à une marge négative de 2,0 % en 2008. L'amélioration de nos marges découle principalement de la baisse des prix du carburant, de la réduction de nos coûts de sièges et de notre gestion serrée des coûts.

Au cours de la période de neuf mois, les revenus de nos filiales nord-américaines ont augmenté de 62,1 millions de dollars (3,0 %) comparativement à 2008. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du nombre de voyageurs de 2,4 %. Au cours de la saison d'hiver 2009, nous avons une offre de sièges plus élevée sur nos destinations soleil et moins élevée sur la Floride. Ces changements se sont traduits sur nos destinations soleil par une hausse du nombre de voyageurs pour la saison de 17,7 % comparativement à 2008. Notre marge pour la période de neuf mois s'est établie à 2,1 % comparativement à 3,9 % en 2008. L'érosion de nos marges résulte principalement des baisses des prix de vente, principalement sur nos destinations soleil au cours de la saison d'hiver 2009, compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché et de la concurrence qui est demeurée vigoureuse.

EUROPE

	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	Redressé			\$	\$		
Revenus	341 265	350 403	(9 138)	(2,6)	693 960	652 764	41 196	6,3
Dépenses d'exploitation	319 218	325 417	(6 199)	(1,9)	681 449	629 041	52 408	8,3
Marges	22 047	24 986	(2 939)	(11,8)	12 511	23 723	(11 212)	(47,3)

Les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites en Europe et au Canada, ont diminué de 9,1 millions de dollars (2,6 %) au cours du troisième trimestre, comparativement à la même période de 2008, malgré une hausse du nombre de voyageurs de 4,7 %. Celle-ci résulte d'une augmentation des ventes de Canadian Air, lesquelles sont faites au Royaume-Uni et au Canada, compensée en partie par une diminution des volumes en France, principalement au chapitre du long-courrier. Nos activités européennes ont affiché une marge de 22,0 millions de dollars (6,5 %) au cours du trimestre comparativement à une marge de 25,0 millions de dollars (7,1 %) en 2008. La détérioration des marges est due, entre autres, à nos positions de couverture de carburant, à la concurrence et à la performance de notre réseau de distribution en France.

Pour la période de neuf mois, les revenus ont augmenté de 41,2 millions de dollars (6,3 %) comparativement à 2008. La hausse des revenus, et des dépenses d'exploitation, résulte entre autres de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs de 5,5 % au cours de la période de neuf mois par rapport à la même période en 2008. Cette hausse est attribuable en bonne partie à une augmentation des ventes de Canadian Air au Canada. Nous avons affiché une marge de 12,5 millions de dollars

(1,8 %) au cours de la période de neuf mois comparativement à 23,7 millions de dollars (3,6 %) en 2008. La détérioration des marges est due, entre autres, à des coûts de sièges plus élevés au cours de la saison d'hiver 2009, à nos positions de couverture de carburant et à la performance de notre réseau de distribution en France, comparativement aux mêmes périodes en 2008.

AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2009	2008	Écart	Écart	2009	2008	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	Redressé \$	\$	%	\$	Redressé \$	\$	%
Amortissement	12 541	14 779	(2 238)	(15,1)	38 342	42 048	(3 706)	(8,8)
Intérêts sur la dette à long terme et la débeture	870	2 028	(1 158)	(57,1)	3 473	6 473	(3 000)	(46,3)
Autres intérêts et frais financiers	1 194	527	667	126,6	2 335	834	1 501	180,0
Revenus d'intérêts	(674)	(4 651)	3 977	(85,5)	(4 093)	(12 794)	8 701	(68,0)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(44 409)	4 661	(49 070)	(1 052,8)	(53 325)	(14 314)	(39 011)	272,5
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 243)	218	(1 461)	(670,2)	(1 354)	(2)	(1 352)	67 600,0
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA	6 903	—	6 903	s.o.	1 910	32 137	(30 227)	(94,1)
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	—	—	—	—	—	(1 605)	1 605	(100,0)
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	835	915	(80)	(8,7)	(2 598)	(602)	(1 996)	331,6

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 2,2 millions de dollars (15,1 %) pour le trimestre et de 3,7 millions de dollars (8,8 %) pour la période de neuf mois comparativement aux mêmes périodes en 2008. Ces diminutions sont principalement attribuables à l'amortissement de la juste valeur initiale des mécanismes sous la forme d'options, au montant de 1,1 million de dollars trimestriellement, qui permettront à la société de rembourser à l'échéance une portion des montants tirés de certaines de ses facilités de crédit à partir de ses PCAA, et à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles comparativement à 2008.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME ET LA DÉBENTURE

Les intérêts sur la dette à long terme et la débeture ont diminué de 1,2 million de dollars au cours du trimestre et de 3,0 millions de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement à 2008. La diminution du trimestre découle de taux d'intérêts plus favorables combinée à des soldes moyens de dettes inférieurs au trimestre correspondant de 2008. Pour la période de neuf mois, malgré des niveaux moyens de dettes supérieurs en 2009 par rapport à 2008, la dépense d'intérêts a diminué étant donné des taux d'intérêts plus favorables en 2009 qu'en 2008.

AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont augmenté de 0,7 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 1,5 million de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation découle principalement de frais d'intérêts liés à des ajustements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs au niveau de certaines de nos filiales.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts ont diminué de 4,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 comparativement à celui de 2008. Pour la période de neuf mois, les revenus d'intérêts ont diminué de 8,7 millions de dollars comparativement à la même période en 2008. Ces diminutions résultent principalement de taux d'intérêts moins élevés en 2009 qu'au cours des périodes correspondantes de 2008, malgré des soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie généralement plus élevés.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Comparativement au trimestre et à la période de neuf mois correspondants de l'exercice précédent, la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 49,1 millions de dollars et de 39,0 millions de dollars respectivement.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains de change sur les éléments monétaires à long terme de 1,2 million de dollars pour le trimestre et de 1,4 million de dollars pour la période de neuf mois sont principalement attribuables à l'effet favorable des taux de change sur notre dette à long terme pour le financement d'aéronefs.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

Le 21 janvier 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéance. La société a également tenu compte de sa part estimative des coûts de restructuration associés à l'accord ainsi que des montants de trésorerie accumulés dans les conduits et payables au moment de la mise en œuvre du plan.

À la suite de l'évaluation, la société a constaté, le 21 janvier 2009, un renversement de sa provision pour dévaluation de ses placements dans des PCAA de 9,5 millions de dollars, présenté sous la rubrique Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA. Ce renversement tient compte de notre quote-part au montant de 6,0 millions de dollars des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits, dont 4,7 millions de dollars ont été encaissés avant le 31 janvier 2009. À la suite de ce renversement, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars.

Toujours le 21 janvier 2009, les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

VALORISATION

Les 22 et 27 juillet 2009, la société a encaissé des montants totalisant 1,5 million de dollars (7,2 millions de dollars pour la période de neuf mois) relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élève maintenant à 134,6 millions de dollars et se détaille comme suit :

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016. La société a reçu des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :

Catégorie A-1 :	34,4 millions de dollars
Catégorie A-2 :	63,9 millions de dollars
Catégorie B :	11,6 millions de dollars
Catégorie C :	3,4 millions de dollars

La société détient 12,5 millions de dollars de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.

La société détient 8,8 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2016.

Le 31 juillet 2009, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. La société a considéré, entre autres, les nouvelles informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Ce dernier publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés. Pour le trimestre, la direction de la société a donc estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a de plus considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière a décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 4,6 % (taux moyen pondéré de 2,5 %), selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 4 à 27 ans (période moyenne pondérée de 8,4 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 7,2 % à 59 % (taux moyen pondéré de 11,2 %) qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2009, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 7,3 millions de dollars (2,7 millions de dollars pour la période de neuf mois). Cette dévaluation ne tient compte d'aucun montant additionnel de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits (6,4 millions de dollars pour la période de neuf mois). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, la société a encaissé la totalité des montants de trésorerie accumulés dans les conduits qu'elle avait estimés, dont 1,7 million de dollars au cours du présent trimestre. La société a également procédé à une nouvelle évaluation de ses options qui lui permettent de rembourser certains crédits rotatifs, à l'échéance et sous certaines conditions, à partir des billets restructurés. À la suite de cette évaluation, la société a constaté une augmentation de la juste valeur de ses options de 0,4 million de dollars (0,8 million de dollars pour la période de neuf mois), présenté sous la rubrique Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA. À la suite de la nouvelle évaluation, des remboursements de capital de PCAA de 7,2 millions de dollars et de l'encaissement d'un montant de 6,4 millions de dollars au cours de la période de neuf mois, la juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à 70,3 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 64,3 millions de dollars, représentant 47,8 % de la valeur nominale de 134,6 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % (100 points de base) des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4,0 millions de dollars.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou a accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse

ou investis dans des instruments liquides (surtout de l'encaisse et des dépôts à terme) auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

La variation de nos placements dans des PCAA pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 se détaille comme suit :

	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2008	143 500	(56 905)	86 595	
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	(1 759)	—	(1 759)	(1 759)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(48)	(48)	(48)
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	1 655	1 655	1 655
Remboursement de capital	(5 664)	—	(5 664)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	—	—	4 745
Réévaluation des options	—	—	—	400
Solde au 30 avril 2009 / Incidence sur les résultats du semestre	136 077	(55 298)	80 779	4 993
Remboursement de capital	(1 518)	—	(1 518)	—
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(7 303)	(7 303)	(7 303)
Quote-part des montants de trésorerie à recevoir	—	(1 655)	(1 655)	—
Réévaluation des options	—	—	—	400
Solde au 31 juillet 2009 / Incidence sur les résultats du trimestre	134 559	(64 256)	70 303	(6 903)
Incidence sur les résultats de la période de neuf mois				(1 910)

QUOTE-PART DE LA PERTE NETTE (DU BÉNÉFICE NET) D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part du bénéfice net d'une société satellite correspond à notre quote-part du bénéfice net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part de la perte nette d'une société satellite pour le présent trimestre s'élève 0,8 million de dollars comparativement à 0,9 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2008. L'apparition de la grippe A (H1N1) à la fin du dernier trimestre a affecté la rentabilité de nos hôtels situés au Mexique. Toutefois, les efforts de réduction de coûts et la présence de la clientèle américaine, combinés au fait que la grippe A (H1N1) est apparue pendant la basse saison, ont eu pour effet d'atténuer la baisse de rentabilité. Pour la période de neuf mois 2009, notre quote-part du bénéfice net s'élève à 2,6 millions de dollars comparativement à 0,6 million de dollars pour la période correspondante de 2008. L'amélioration, pour la période de neuf mois, est principalement attribuable au fait qu'un des hôtels de notre société satellite était en phase de démarrage au début de l'exercice 2008.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices ont atteint 20,1 millions de dollars pour le trimestre et 26,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, par rapport à une récupération d'impôts sur les bénéfices de 3,5 millions de dollars et à des impôts de 16,4 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 38,6 % pour le présent trimestre et de 38,1 % pour la période de neuf mois comparativement à 118,4 % et 31,7 % pour les périodes correspondantes de 2008.

La variation des taux d'imposition du trimestre et de la période de neuf mois s'expliquent principalement par les éléments suivants de 2008 : l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs de nos filiales françaises pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'était comptabilisé, par le traitement fiscal de la dévaluation des placements dans des PCAA et par l'incidence des ajustements apportés aux taux d'impôts futurs. Les taux d'imposition du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 tiennent également compte d'éléments défavorables liés à des ajustements provenant d'exercices antérieurs au niveau de certaines de nos filiales.

BÉNÉFICE NET

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 s'est établi à 31,0 millions de dollars, soit 0,95 \$ par action, par rapport à une perte nette de 0,9 million de dollars, soit 0,03 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 32 792 000 pour le troisième trimestre 2009 et de 32 656 000 pour le trimestre correspondant de 2008.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, nous affichons un bénéfice net de 43,7 millions de dollars, soit 1,34 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 33,0 millions de dollars, soit 0,99 \$ par action lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 32 743 000 pour la période de neuf mois 2009 et de 33 223 000 pour la période de neuf mois correspondante de 2008.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,94 \$ pour le troisième trimestre de 2009, par rapport à une perte par action 0,03 \$ en 2008; et 1,32 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, par rapport à 0,99 \$ pour la période correspondante de 2008. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 33 115 000 (troisième trimestre 2009), 32 656 000 (troisième trimestre 2008), 33 088 000 (période de neuf mois 2009) et de 33 486 000 (période de neuf mois 2008). *Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.*

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement en raison de la progression du nombre des voyageurs. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2007 Redressé \$	T1-2008 Redressé \$	T2-2008 Redressé \$	T3-2008 Redressé \$	T4-2008 Redressé \$	T1-2009 \$	T2-2009 \$	T3-2009 \$
Revenus	680 418	787 389	1 075 158	859 880	790 424	877 254	1 129 077	819 354
Marge	11 380	19 274	70 715	14 587	23 192	(8 498)	39 130	27 187
Bénéfice net (perte nette)	14	(7 851)	41 721	(895)	(82 369)	(29 436)	42 186	30 991
Bénéfice (perte) de base par action	(0,00)	(0,23)	1,25	(0,03)	(2,54)	(0,90)	1,29	0,95
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,00)	(0,23)	1,25	(0,03)	(2,54)	(0,90)	1,27	0,94

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 215,2 millions de dollars, comparativement à 145,8 millions de dollars au 31 octobre 2008. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 224,4 millions de dollars à la fin des neuf premiers mois de 2009 comparativement à 256,7 millions de dollars au 31 octobre 2008. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement déficitaire de 77,3 millions de dollars, soit un ratio de 0,90, par rapport à un fonds de roulement déficitaire de 7,6 millions de dollars et un ratio de 0,99 au 31 octobre 2008. La variation de notre fonds de roulement résulte principalement des remboursements de nos facilités de crédit à long terme.

L'actif total a diminué de 81,8 millions de dollars (6,5 %), passant de 1 265,3 millions le 31 octobre 2008 à 1 183,4 millions de dollars le 31 juillet 2009. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des instruments financiers dérivés de 100,7 millions de dollars, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 32,3 millions de dollars, des immobilisations corporelles de 20,2 millions de dollars et de nos placements dans des PCAA de 16,3 millions de dollars compensée par une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 69,4 millions de dollars. Les capitaux propres ont diminué de 60,3 millions de dollars, passant de 347,1 millions de dollars au 31 octobre 2008 à 286,8 millions de dollars au 31 juillet 2009. Cette diminution découle principalement de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de 90,3 millions de dollars combinée à la perte de change sur conversion des états financiers de nos établissements autonomes de 13,5 millions de dollars, tous deux comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, et compensée par le bénéfice net de 43,7 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres terminés les 31 juillet			Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet		
	2009	2008 Redressé	Écart	2009	2008 Redressé	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	24 897	37 671	(12 774)	144 585	183 931	(39 346)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 984)	(28 555)	21 571	(18 876)	(103 341)	84 465
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(42 242)	(42 181)	(61)	(54 367)	(1 258)	(53 109)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(346)	3 047	(3 393)	(1 951)	13 541	(15 492)
Variation nette de la trésorerie	(24 675)	(30 018)	5 343	69 391	92 873	(23 482)

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 24,9 millions de dollars, par rapport à 37,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2008. La diminution de 12,8 millions de dollars survenue au cours du trimestre est principalement attribuable à une diminution de la variation nette de notre provision pour remise en état des aéronefs loués et à une baisse des entrées de fonds des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation, compensés par l'amélioration de notre rentabilité.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 39,3 millions de dollars passant de 183,9 millions de dollars en 2008 à 144,6 millions de dollars, en 2009. La diminution de la trésorerie provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à la diminution de notre marge, principalement lors de la saison d'hiver 2009.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 7,0 millions de dollars pour le trimestre, une diminution de 21,6 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2008. Cette diminution découle principalement des acquisitions d'immobilisations corporelles du présent trimestre qui ont été inférieures de 8,2 millions de dollars comparativement à 2008.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 18,9 millions de dollars comparativement à une utilisation de trésorerie de 103,3 millions de dollars en 2008, une augmentation de 84,5 millions de dollars. Cette diminution découle principalement de la diminution de nos liquidités utilisées pour l'acquisition d'entreprises de 54,3 millions de dollars et par des acquisitions d'immobilisations corporelles inférieures de 21,4 millions de dollars comparativement à 2008. Au cours de la période de neuf mois de 2009, nous avons effectué un apport en capital de 5,2 millions de dollars [4,2 millions de dollars US] dans CIBV afin d'acquérir un terrain en République dominicaine. Au cours de la période de neuf mois de 2008 la société avait acquis une participation de 35 % dans cette société au montant de 51,6 millions de dollars en plus d'effectuer un apport en capital additionnel de 4,2 millions de dollars pour le dépôt initial en vue de l'achat du terrain récemment acquis. De plus, au cours de la période de neuf mois de 2008, la société avait acquis, entre autres, l'immeuble administratif de Look Voyages.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont demeurés stables pour le trimestre à 42,2 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2008. Au cours du trimestre, les facilités de crédit et autres dettes ont varié à la baisse de 42,3 millions. Au cours du trimestre correspondant de 2008, les facilités de crédit et autres dettes avaient varié à la baisse de 27,5 millions de dollars et la société avait remboursé des emprunts pour un montant de 9,8 millions de dollars. La société avait également versé des dividendes pour un montant de 2,9 millions de dollars et effectué des rachats d'actions au montant de 2,3 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les activités de financement ont nécessité l'utilisation de 54,4 millions de dollars comparativement à 1,3 millions de dollars en 2008, une hausse de 53,1 millions de dollars. Cette variation s'explique principalement par une variation à la baisse des facilités de crédit et autres dettes de 41,8 millions de dollars alors qu'elles avaient varié à la hausse de 40,8 millions de dollars en 2008. Au cours de la période de neuf mois de 2009, la société a effectué des remboursements d'emprunts de 7,9 millions de dollars, comparativement à 9,8 millions de dollars en 2008, et n'a racheté aucune action, comparativement à 2008 où la société avait déboursé 24,9 millions de dollars. De plus, le montant de dividende versé aux actionnaires de la société a été inférieur de

6,1 millions de dollars comparativement à 2008 et un montant de 2,9 millions de dollars a été versé à un actionnaire sans contrôle d'une des filiales de la société au cours de la période de neuf mois de 2009.

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2009, la société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement de trois facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des aéronefs ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif, qui a été augmenté le 9 février 2009 de 86,4 millions de dollars à 157,0 millions de dollars (à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA et conformément aux termes de l'entente), venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle, et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2009.

La société dispose également de deux crédits à terme rotatif au montant de 9,4 millions de dollars et de 89,8 millions de dollars, le premier échéant en 2010 et le second échéant en 2011, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de ces ententes, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Ces ententes portent intérêt au taux des acceptations bancaires, aux taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. Ces crédits comportent des mécanismes sous la forme d'options, qui sont maintenant effectifs à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettront à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 61,9 millions de dollars à partir des billets restructurés. Ces options ont initialement été présentées à leur juste valeur et le gain initial correspondant est reporté et comptabilisé en résultat net sur la durée des ententes de crédits sous la rubrique Amortissement. Ces options sont présentées à leur juste valeur à chaque date d'arrêtée des comptes sous la rubrique Instruments financiers dérivés et toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2009.

Au 31 juillet 2009, un montant de 60,4 millions de dollars était utilisé en vertu de ces facilités de crédit.

De plus, la société a conclu, le 18 décembre 2008, une convention de financement non garantie subordonnée avec un de ses actionnaires au montant de 60,0 millions de dollars. Les tirages peuvent être effectués jusqu'au 31 octobre 2009. Cette entente vient à échéance le 31 décembre 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Sous réserve de certaines conditions, des remboursements anticipés seront possibles. L'entente porte intérêt séparément pour chaque déboursé aux taux des obligations émises par le gouvernement du Canada de durée égale à la durée restante de l'entente, et mis à jour semestriellement, et est majoré d'une prime déterminée, en partie, en fonction de certains facteurs propres à un financement non garanti subordonné pour des sociétés comparables. Cette facilité de crédit n'était pas utilisée au 31 juillet 2009.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élevaient, au 31 juillet 2009, à 37,4 millions de dollars [33,3 millions de dollars US]. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'en 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,3 millions d'euros [17,8 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2009. Ces obligations s'élevaient à 100,9 millions de dollars au 31 juillet 2009 et à 153,2 millions de dollars au 31 octobre 2008.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 352,5 millions de dollars au 31 juillet 2009 (297,1 millions au 31 octobre 2008) et se résume comme suit :

	Au 31 juillet 2009 \$	Au 31 octobre 2008 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	7 212	7 074
Contrats de cautionnement	840	790
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	344 406	289 230
	352 458	297 094

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 juillet 2009, l'endettement de la société avait augmenté par rapport au 31 octobre 2008.

La dette au bilan a diminué de 52,4 millions de dollars, passant de 153,2 millions de dollars à 100,9 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a augmenté de 55,4 millions de dollars, passant de 297,1 millions de dollars à 352,5 millions de dollars, le tout représentant une augmentation de la dette totale de 3,0 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2008. La diminution de notre dette au bilan découle principalement des remboursements effectués au cours de la période de neuf mois. L'augmentation de notre dette hors bilan de 55,4 millions de dollars découle principalement de l'extension de quatre baux d'aéronefs, venant à échéance entre les mois de décembre 2013 et novembre 2015, et de l'ajout d'un bail pour un aéronef venant à échéance en juin 2015, compensée par les remboursements effectués au cours de la période.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société est passée de 218,0 millions de dollars le 31 octobre 2008 à 167,9 millions de dollars le 31 juillet 2009, soit une diminution de 23,0 %.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2009, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 juillet 2009, il y avait 847 782 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 960 073 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 9 septembre 2009, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 114 765, dont 469 068 pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 2,9 millions de dollars. Le 11 mars 2009, le conseil d'administration de Transat a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre le dividende trimestriel payable aux détenteurs d'actions à droit de vote de catégorie B et d'actions à droit de vote variable de catégorie A, de sorte à conserver ses liquidités pour faire face aux défis que posent les circonstances actuelles, marquées par la situation économique.

ENTENTES AVEC LE FOURNISSEURS DE TRAITEMENT DE CARTES DE CRÉDIT

Dans certaines provinces canadiennes, la réglementation applicable relative à la protection des consommateurs requiert que les dépôts reçus des clients dans ces provinces, que ce soit par cartes de crédit ou au comptant, soient placés dans un compte en fiducie jusqu'au moment du départ de ce client en vacances. Une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie de Transat représente les dépôts qui ne sont pas assujettis aux restrictions ci-dessus concernant le placement dans un compte en fiducie, par exemple les dépôts reçus de clients dans les provinces où la réglementation applicable ne contient pas ces restrictions ainsi que les dépôts détenus par les filiales étrangères de Transat.

La société et son principal fournisseur de services de traitement de cartes de crédit au Canada ont signé une entente amendée qui prend effet immédiatement et qui est valide jusqu'au mois d'août 2012. En vertu de cette entente, le produit des transactions sera placé pendant 30 jours dans un compte bancaire distinct, au nom de la Société, avant d'être transféré dans le compte en fiducie de la Société en conformité avec la réglementation provinciale canadienne applicable. L'entente amendée prévoit par ailleurs que la Société ne sera assujettie à aucune autre exigence financière. Une portion substantielle des ventes canadiennes de Transat est réalisée par carte de crédit, le reste l'étant au comptant. L'entente amendée n'a pas d'impact important sur les opérations de la Société.

AUTRES

GRIPPE A (H1N1)

La fin du second trimestre a été marquée par l'apparition, au Mexique, du virus de la grippe A (H1N1). Dès la fin du second trimestre, la société a pris la décision de reporter tous ses vols à destination du Mexique, tant au départ de la France qu'au départ du Canada. Nous avons également pris les mesures nécessaires pour rapatrier nos clients et nos employés. Il est difficile d'estimer de façon précise l'incidence financière de cette crise sur nos résultats futurs. Néanmoins, nous estimons que cette crise amputera nos résultats de la saison été 2009 d'environ 3,0 millions de dollars. Depuis la fin du mois de juin 2009, nous avons repris nos vols à destination du Mexique. Quoique nous ayons repris nos opérations, nous demeurons vigilants et nous ajustons notre offre en fonction de la demande, au même titre que toutes autres destinations.

NOMINATIONS ET CHANGEMENTS À LA HAUTE DIRECTION

Le 27 mars 2009, la société a annoncé la nomination de M. Patrice Caradec à titre de Président-directeur général de Transat France. Il assume également la direction générale de Vacances Transat (France) et de Look Voyages.

Le 1^{er} avril 2009, la société a également annoncé la nomination, à titre intérimaire, de M. Nelson Gentiletti à titre de Chef de la direction financière. M. Gentiletti continue d'assumer ses fonctions à titre de vice-président exécutif, voyagistes, et de président de Transat Tours Canada.

Le 1^{er} novembre 2009, Mme Lina De Cesare, présidente, voyagistes, et M. Philippe Sureau, président, distribution, tous deux cofondateurs de la société, quitteront leurs fonctions. Chacun demeurera administrateur de Transat et deviendra conseiller du président et chef de la direction. À compter du 1^{er} novembre 2009, M. Nelson Gentiletti occupera le poste de chef de l'exploitation. M. Gentiletti continuera d'occuper les postes de président de Transat Tours Canada et de Chef de la direction financière par intérim jusqu'au 31 octobre 2009.

ENTENTE AVEC CANJET

Le 13 février 2009, nous avons annoncé une entente de partenariat de cinq ans avec Canjet. Cette entente, qui comporte deux options de renouvellement d'un an, nous permet de nolisier des petits porteurs Boeing 737-800 vers une vingtaine de destinations soleil, au départ de plus de vingt villes canadiennes. Cette entente devrait nous procurer la capacité et la flexibilité nécessaires pour continuer d'offrir un service supérieur à des prix abordables.

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ET AUTRES MODIFICATIONS

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés [« ICCA »] a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplacera, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'application de ces nouvelles normes a été traitée rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite le 1^{er} novembre 2007 par une diminution des bénéfices non répartis de 5,7 millions de dollars et, au 31 octobre 2008, par une diminution des frais payés d'avances de 6,5 millions de dollars, une diminution des autres actifs de 0,8 million de dollars une diminution des passifs d'impôts futurs de 2,2 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 5,1 millions de dollars. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution des autres dépenses d'exploitation de 1,8 millions de dollars et 6,5 millions de dollars respectivement, par une diminution de l'amortissement de 0,1 million de dollars et de 0,4 million de dollars et par une diminution du recouvrement d'impôts futurs de 0,4 million de dollars et de 2,0 millions de dollars, soit une augmentation du bénéfice net de 1,6 million de dollars et 4,8 millions de dollars respectivement et une augmentation de 0,04 \$ et 0,15 \$ du bénéfice dilué par action. Ces ajustements sont relatifs à certains frais de commercialisation liés aux saisons à venir. Ces frais étaient auparavant comptabilisés au résultat net des saisons afférentes et les frais de mise en exploitation des aéronefs étaient auparavant reportés et amortis sur une période n'excédant pas 5 ans.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Le Comité sur les problèmes nouveaux a également publié, en janvier 2009, le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui apporte une précision au chapitre 3855 « Instruments financiers - information à fournir et présentation » quant à la détermination de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers. Ce CPN précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cette recommandation est applicable rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant à la date de parution de l'abrégé, soit le 20 janvier 2009 ou après. L'application de ces précisions a eu pour effet, au 1^{er} novembre 2008, de réduire les instruments financiers dérivés présentés à l'actif de 1,4 millions de dollars, de réduire les instruments financiers dérivés présentés au passif de 3,2 millions de dollars, de réduire les actifs d'impôts futurs de 0,6 millions de dollars et d'augmenter les bénéfices non répartis de 2,0 millions de dollars et de réduire le cumul des autres éléments du résultat étendu de 0,8 millions de dollars. L'application de cette recommandation a eu comme effet de diminuer le bénéfice net et le bénéfice dilué par action de la société de 1,6 millions de dollars et 0,05 \$ respectivement et d'augmenter les autres éléments du résultat étendu de 0,4 million de dollars de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, l'application de cette recommandation a eu comme effet de diminuer le bénéfice net et le bénéfice dilué par action de 1,5 million de dollars et 0,04 respectivement et d'augmenter les autres éléments du résultat étendu de 1,5 million de dollars.

TÉRORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Les soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés qui sont cédés en nantissement de lettres de crédit et qui garantissent des obligations à long terme de la société, majoritairement reliées aux ententes de retraite, ont été reclassés hors de l'actif à court terme au bilan. Au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, ce reclassement a eu pour effet de diminuer le total de l'actif à court terme de 28,3 millions de dollars et n'a eu aucune incidence sur l'actif total au bilan. Dans le cadre de ce changement, les variations nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées présentés avec l'actif à court terme au bilan ont été reclassées des activités d'investissement aux activités d'exploitation dans l'état des flux de trésorerie puisque ces fonds, temporairement inaccessibles, résultent principalement de la vente services à des clients et seront utilisés pour la prestation des services vendus dans le cours des activités courantes de la société. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009, ce reclassement a eu pour effet d'augmenter les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 26,3 millions de dollars et 32,3 millions de dollars respectivement. Pour la période de trois terminée le 31 juillet 2008, ce reclassement a eu pour effet de diminuer les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 9,4 millions de dollars et de les augmenter de 32,4 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée à la même date. Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement ont varié des mêmes montants pour les périodes correspondantes.

CONVERSION D'UN PLACEMENT

La valeur comptable du placement dans CIBV au 31 octobre 2008 a été augmentée d'un montant de 9,1 millions de dollars afin de refléter la conversion de ce placement en \$US en utilisant le taux effectif à cette date (des diminutions de 0,1 million de dollars et de 2,9 millions de dollars ont été comptabilisées au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 respectivement). La contrepartie de cet ajustement a été comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres sans aucune incidence sur les résultats nets de l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La Société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La direction de la société a mis en place une équipe IFRS à qui incombe d'élaborer un plan de conversion aux normes IFRS. Le plan est maintenant terminé et l'équipe en est actuellement à l'étape de l'identification des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément à l'instrument 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Chef de la direction financière par intérim qui, entre autres choses, considèrent adéquates la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information financière fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales soit dûment communiquée. De plus, le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Chef de la direction financière par intérim de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES – ÉTÉ 2009

Sur le marché Canada-Europe, qui génère la vaste majorité des revenus au quatrième trimestre, les réservations au départ du Canada sont supérieures à celles de 2008, et celles de l'Europe vers le Canada sont inférieures. Les prix de vente devraient être inférieurs, mais ceci devrait être compensé en partie par les prix moins élevés du carburant et, potentiellement, par des taux de remplissage supérieurs.

Quant aux destinations soleil, les réservations et le taux de remplissage au départ du Canada sont semblables à ceux de 2008. Les prix de vente plus bas pourraient être compensés par les prix moins élevés du carburant et des coûts aériens inférieurs.

Au départ de la France, les réservations pour des destinations moyen-courriers sont supérieures à celles de 2008, mais les réservations long-courriers sont inférieures. En France, la diminution des prix de vente pourrait ne pas être entièrement compensée par la diminution des prix du carburant.

TRANSAT A.T. INC.
BILANS CONSOLIDÉS

	Au 31 juillet 2009	Au 31 octobre 2008 [redressé – note 2]
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	215 158	145 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [notes 2 et 3]	196 013	228 352
Débiteurs	124 295	119 852
Impôts sur les bénéfices à recevoir	12 089	4 095
Actifs d'impôts futurs [note 2]	18 268	10 807
Stocks	10 325	11 412
Frais payés d'avance [note 2]	51 914	46 747
Instruments financiers dérivés [note 2]	11 169	111 007
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	30 125	32 094
Total de l'actif à court terme	669 356	710 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés [notes 2 et 3]	28 345	28 345
Placements dans des PCAA [note 4]	70 303	86 595
Dépôts	16 788	18 526
Actifs d'impôts futurs	20 026	16 097
Immobilisations corporelles	151 079	171 294
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels [note 5]	147 081	151 803
Instruments financiers dérivés [note 2]	10 022	10 875
Placements et autres actifs [notes 2 et 6]	70 436	71 592
	1 183 436	1 265 260
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	314 071	282 440
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	28 918	23 231
Impôts sur les bénéfices à payer	14 418	6 942
Passifs d'impôts futurs [note 2]	—	14 615
Dépôts de clients et revenus reportés	316 065	293 537
Instruments financiers dérivés [note 2]	55 496	77 056
Débeture	3 156	3 156
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	14 568	16 745
Total du passif à court terme	746 692	717 722
Dette à long terme [note 7]	83 159	133 340
Provision pour remise en état des aéronefs loués	11 461	13 011
Autres passifs [note 4]	40 832	34 517
Instruments financiers dérivés [note 2]	5 555	9 850
Passifs d'impôts futurs	8 912	9 692
	896 611	918 132
Capitaux propres		
Capital-actions [note 8]	155 331	154 198
Bénéfices non répartis [note 2]	146 990	106 188
Surplus d'apport [note 8]	6 106	4 619
Cumul des autres éléments du résultat étendu [notes 2, 6 et 9]	(21 602)	82 123
	286 825	347 128
	1 183 436	1 265 260

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008 [redressé – note 2]	2009	2008 [redressé – note 2]
(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)	\$	\$	\$	\$
Revenus	819 354	859 880	2 825 685	2 722 427
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	460 083	480 375	1 712 385	1 542 282
Salaires et avantages sociaux	87 392	87 611	267 547	262 009
Carburant d'aéronefs	77 280	104 037	238 882	260 543
Commissions	34 994	35 774	148 869	141 891
Entretien d'aéronefs	21 610	24 241	75 133	72 190
Frais d'aéroports et de navigation	25 072	24 736	66 913	66 451
Loyer d'aéronefs	13 803	12 047	40 725	36 325
Autres [note 2]	71 933	76 472	217 412	236 160
	792 167	845 293	2 767 866	2 617 851
	27 187	14 587	57 819	104 576
Amortissement [note 2]	12 541	14 779	38 342	42 048
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	870	2 028	3 473	6 473
Autres intérêts et frais financiers	1 194	527	2 335	834
Revenus d'intérêts	(674)	(4 651)	(4 093)	(12 794)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(44 409)	4 661	(53 325)	(14 314)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 243)	218	(1 354)	(2)
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA [note 4]	6 903	—	1 910	32 137
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale [note 5]	—	—	—	(1 605)
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	835	915	(2 598)	(602)
	(23 983)	18 477	(15 310)	52 175
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	51 170	(3 890)	73 129	52 401
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	1 760	(704)	10 171	18 626
Futurs [note 2]	18 292	(2 818)	16 680	(2 210)
	20 052	(3 522)	26 851	16 416
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	31 118	(368)	46 278	35 985
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(127)	(527)	(2 537)	(3 010)
Bénéfice net (perte nette) de la période	30 991	(895)	43 741	32 975
Bénéfice (perte) par action [notes 2 et 8]				
De base	0,95	(0,03)	1,34	0,99
Dilué(e)	0,94	(0,03)	1,32	0,99

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008 [redressé – note 2]	2009	2008 [redressé – note 2]
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) de la période	30 991	(895)	43 741	32 975
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(36 046)	9 164	(38 998)	34 429
Reclassement dans les résultats	(12 199)	7 612	(94 231)	58 594
Impôts futurs	14 988	(5 170)	42 962	(30 868)
	(33 257)	11 606	(90 267)	62 155
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 ^{er} novembre 2006, reclassées dans les résultats au cours de la période	—	61	—	522
Impôts futurs	—	(20)	—	(172)
	—	41	—	350
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêté des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	(6 853)	(1 930)	(13 458)	6 952
	(40 110)	9 717	(103 725)	69 457
Résultat étendu de la période	(9 119)	8 822	(59 984)	102 432

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008 [redressé – note 2]	2009	2008 [redressé – note 2]
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	115 999	197 582	109 302	191 118
Modifications de conventions comptables [note 2]	—	(2 422)	(3 114)	(5 708)
Bénéfices non répartis au début de la période	115 999	195 160	106 188	185 410
Bénéfice net (perte nette) de la période	30 991	(895)	43 741	32 975
Prime versée au rachat d'actions	—	(1 804)	—	(19 864)
Dividendes	—	(2 936)	(2 939)	(8 996)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	146 990	189 525	146 990	189 525

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008 [redressé – note 2]	2009	2008 [redressé – note 2]
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	30 991	(895)	43 741	32 975
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :				
Amortissement	12 541	14 779	38 342	42 048
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(44 409)	4 661	(53 325)	(14 314)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(1 243)	218	(1 354)	(2)
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA	8 558	—	8 310	31 915
Perte sur disposition de placements dans des PCAA	—	—	—	222
Gain sur rachat d'actions privilégiées d'une filiale	—	—	—	(1 605)
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	835	915	(2 598)	(602)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	127	527	2 537	3 010
Impôts futurs	18 292	(2 818)	16 680	(2 210)
Charge de retraite	732	774	2 195	2 310
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	555	834	1 487	1 968
	26 979	18 995	56 015	95 715
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	4 770	11 849	84 303	82 155
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	325	3 544	130	1 492
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	(7 177)	3 283	4 137	4 569
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	24 897	37 671	144 585	183 931
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 502)	(16 736)	(20 847)	(42 264)
Contrepartie versée pour une société acquise <i>[note 6]</i>	—	(4 801)	(5 211)	(59 559)
Encaissements de placements dans des PCAA	1 518	—	7 182	10 778
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	—	(7 018)	—	(12 296)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 984)	(28 555)	(18 876)	(103 341)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursements d'emprunts	—	(9 754)	(7 887)	(9 754)
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	(42 307)	(27 511)	(41 801)	40 761
Produit de l'émission d'actions	401	328	1 133	1 595
Rachat d'actions	—	(2 308)	—	(24 864)
Dividendes versés à un actionnaire sans contrôle	(336)	—	(2 873)	—
Dividendes	—	(2 936)	(2 939)	(8 996)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(42 242)	(42 181)	(54 367)	(1 258)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(346)	3 047	(1 951)	13 541
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(24 675)	(30 018)	69 391	92 873
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	239 833	289 659	145 767	166 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	215 158	259 641	215 158	259 641
Informations supplémentaires				
Impôts sur les bénéfices payés	1 409	(1 232)	9 917	10 279
Intérêts payés	9	2 167	2 991	6 699

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non vérifiées]

Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2008. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

Note 2 NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ET AUTRES MODIFICATIONS

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés [« ICCA »] a publié le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace, à compter du 1^{er} novembre 2008 pour la société, le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'application de ces nouvelles normes a été traitée rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite le 1^{er} novembre 2007 par une diminution des bénéfices non répartis de 5 708 \$ et, au 31 octobre 2008, par une diminution des frais payés d'avances de 6 512 \$, une diminution des autres actifs de 760 \$, une diminution des passifs d'impôts futurs de 2 155 \$, une diminution des bénéfices non répartis de 5 091 \$ et une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 26 \$. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution des autres dépenses d'exploitation de 1 823 \$ et 6 520 \$ respectivement, par une diminution de l'amortissement de 132 \$ et 368 \$ et par une diminution du recouvrement d'impôts futurs de 401 \$ et 2 048 \$, soit une augmentation du bénéfice net de 1 554 \$ et 4 840 \$ respectivement (augmentation de 0,04 \$ et 0,15 \$ du bénéfice dilué par action) et par une diminution du résultat étendu de 5 \$ et 73 \$. Ces ajustements sont relatifs à certains frais de commercialisation liés aux saisons à venir. Ces frais étaient auparavant comptabilisés au résultat net des saisons afférentes et les frais de mise en exploitation des aéronefs étaient auparavant reportés et amortis sur une période n'excédant pas 5 ans.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Le Comité sur les problèmes nouveaux a également publié, en janvier 2009, le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui apporte une précision au chapitre 3855 « Instruments financiers - information à fournir et présentation » quant à la détermination de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers. Ce CPN précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cette recommandation est applicable rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant à la date de parution de l'abrégé, soit le 20 janvier 2009 ou après. L'application de ces précisions a eu pour effet, au 1^{er} novembre 2008, de réduire les instruments financiers dérivés présentés à l'actif de 1 379 \$, de réduire les instruments financiers dérivés présentés au passif de 3 152 \$, de réduire les actifs d'impôts futurs de 575 \$ et d'augmenter les bénéfices non répartis de 1 977 \$ et de réduire le cumul des autres éléments du résultat étendu de 779 \$. L'application de cette recommandation a eu comme effet de diminuer le bénéfice net et le bénéfice dilué par action de la société de 1 606 \$ et 0,05 \$ respectivement et d'augmenter les autres éléments du résultat étendu de 360 \$ de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, l'application de cette recommandation a eu comme effet de diminuer le bénéfice net et le bénéfice dilué par action de la société de 1 488 \$ et 0,04 \$ respectivement et d'augmenter les autres éléments du résultat étendu de 1 453 \$.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Les soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés qui sont cédés en nantissement de lettres de crédit et qui garantissent des obligations à long terme de la société, majoritairement reliées aux ententes de retraite, ont été reclassés hors de l'actif à court terme au bilan. Au 31 juillet 2009 et au 31 octobre 2008, ce reclassement a eu pour effet de diminuer le total de l'actif à court terme de 28 345 \$ et n'a eu aucune incidence sur l'actif total au bilan. Dans le cadre de ce changement, les variations nettes de la trésorerie et équivalents de

trésorerie en fiducie ou autrement réservées présentés avec l'actif à court terme au bilan ont été reclassées des activités d'investissement aux activités d'exploitation dans l'état des flux de trésorerie puisque ces fonds, temporairement inaccessibles, résultent principalement de la vente services à des clients et seront utilisés pour la prestation des services vendus dans le cours des activités courantes de la société. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009, ce reclassement a eu pour effet d'augmenter les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 26 284 \$ et 32 339 \$ respectivement. Pour la période de trois terminée le 31 juillet 2008, ce reclassement a eu pour effet de diminuer les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 9 403 \$ et de les augmenter de 32 353 \$ pour la période de neuf mois terminée à la même date. Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement ont varié des mêmes montants pour les périodes correspondantes.

CONVERSION D'UN PLACEMENT

La valeur comptable du placement dans CIBV au 31 octobre 2008 (voir note 6) a été augmentée d'un montant de 9 055 \$ afin de refléter la conversion de ce placement en \$US en utilisant le taux effectif à cette date (des diminutions de 137 \$ et 2 910 \$ ont été comptabilisées au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 respectivement). La contrepartie de cet ajustement a été comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres sans aucune incidence sur les résultats nets de l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La Société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Également en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS). La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. La direction de la société a mis en place une équipe IFRS à qui incombe d'élaborer un plan de conversion aux normes IFRS. Le plan est maintenant terminé et l'équipe en est actuellement à l'étape de l'identification des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2009, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 176 710 \$ [210 481 \$ au 31 octobre 2008] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus, en conformité avec les organismes de réglementations canadiens, et 47 648 \$, dont 28 345 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [46 216 \$ au 31 octobre 2008, dont 28 345 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

Au milieu du mois d'août 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs (« PCAA ») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. Depuis ce temps, aucune transaction importante portant sur des titres détenus par la société n'a été conclue sur un marché actif.

Le 16 août 2007, à la suite de la crise des liquidités, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

Le 21 janvier 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit.

Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéance. La société a également tenu compte de sa part estimative des coûts de restructuration associés à l'accord ainsi que des montants de trésorerie accumulés dans les conduits et payables au moment de la mise en œuvre du plan.

À la suite de l'évaluation, la société a constaté, le 21 janvier 2009, un renversement de sa provision pour dévaluation de ses placements dans des PCAA de 9 455 \$, présenté sous la rubrique Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA. Ce renversement tient compte de la quote-part de la société au montant de 6 042 \$ des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits, dont 4 745 \$ a été encaissé avant le 31 janvier 2009. À la suite de ce renversement, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$.

Toujours le 21 janvier 2009, les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

VALORISATION

Les 22 et 27 juillet 2009, la société a encaissé des montants totalisant 1 518 \$ (7 182 \$ pour la période de neuf mois) relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élève maintenant à 134 559 \$ et se détaille comme suit :

La société détient 113 331 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable venant à échéance jusqu'au 31 décembre 2016. La société a reçu des billets de remplacement à la valeur nominale comme suit :

Catégorie A-1 :	34 436 \$
Catégorie A-2 :	63 894 \$
Catégorie B :	11 598 \$
Catégorie C :	3 403 \$

La société détient 12 474 \$ de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2037.

La société détient 8 754 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en 2016.

Le 31 juillet 2009, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. La société a considéré, entre autres, les nouvelles informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Ce dernier publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés. Pour le trimestre, la direction de la société a donc estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a de plus considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière a décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 4,6 % (taux moyen pondéré de 2,5 %), selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de 4 à 27 ans (période moyenne pondérée de 8,4 ans) et selon des taux d'actualisation variant de 7,2 % à 59 % (taux moyen pondéré de 11,2 %) qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2009, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 7 303 \$ (2 710 \$ pour la période de neuf mois). Cette dévaluation ne tient compte d'aucun montant additionnel de la quote-part de la société des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits (6 400 \$ pour la période de neuf mois). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, la société a encaissé la totalité des montants de trésorerie accumulés dans les conduits qu'elle avait estimés, dont 1 655 \$ au cours du présent trimestre. La société a également procédé à une nouvelle évaluation de ses options qui lui permettent de rembourser certains crédits rotatifs, à l'échéance et sous certaines conditions, à partir des billets restructurés. À la suite de cette évaluation, la société a constaté une augmentation de la juste valeur de ses options de 400 \$ (800 \$ pour la période de neuf mois), présenté sous la rubrique Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA. Ces options (présentées sous la rubrique Instruments financiers dérivés), ainsi que le gain reporté correspondant (présenté sous la rubrique Autres passifs), ont initialement été comptabilisées à leur juste valeur qui s'élevait à 8 400 \$. À la suite de la nouvelle évaluation, des remboursements de capital de PCAA de 7 182 \$ et de l'encaissement d'un montant de 6 400 \$ au cours de la période de neuf mois, la juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à 70 303 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 64 256 \$, représentant 47,8 % de la valeur nominale de 134 559 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % (100 points de base) des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 4 000 \$.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

Note 5 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, un gain de 1 605 \$ a été constaté à la suite du rachat, par la filiale Travel Superstore, d'actions classées avec les autres passifs pour une contrepartie de 330 \$ alors que la valeur comptable de ces actions

s'établissait à 1 935 \$. À la suite de cette transaction, le pourcentage de détention de la société dans cette filiale est passé de 50,1 % à 64,6 %.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, la société a payé une contrepartie additionnelle de 2 502 € [3 994 \$] dans le cadre de l'acquisition de L'Européenne de Tourisme (Amplitude Internationale) survenue en 2007 et un écart d'acquisition additionnel de 1 756 \$ a été comptabilisé.

Note 6 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2009	Au 31 octobre 2008 [redressé – note 2]
	\$	\$
Placements dans Caribbean Investments B.V.	67 751	68 114
Frais reportés, solde non amorti	2 136	2 028
Autres placements	118	603
Divers	431	847
	70 436	71 592

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2008	68 114
Apport en capital	5 211
Quote-part du bénéfice net	2 598
Écart de conversion	(8 172)
Solde au 31 juillet 2009	67 751

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans CIBV, une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République Dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 51 605 \$ [51 100 \$US] et des paiements conditionnels supplémentaires pouvant atteindre 4 000 \$US basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici la fin de l'année 2009. De plus, le 9 avril 2008, la société a effectué des apports en capital supplémentaires de 4 150 \$ [4 113 \$US]. Les coûts d'acquisition relatifs à cette transaction se sont élevés à 2 099 \$. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. L'écart entre le coût de la participation de la société dans CIBV et sa quote-part de l'actif net à la date d'acquisition s'élève à 16 000 \$ et a été alloué à l'écart d'acquisition théorique.

Note 7 DETTE À LONG TERME

La société a conclu, 18 décembre 2008, une convention de financement non garantie subordonnée avec un actionnaire de la société au montant de 60 000 \$. Les tirages peuvent être effectués jusqu'au 31 octobre 2009. Cette entente vient à échéance le 31 décembre 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Sous réserve de certaines conditions, des remboursements anticipés seront possibles. L'entente porte intérêt séparément pour chaque déboursé aux taux des obligations émises par le gouvernement du Canada de durée égale à la durée restante de l'entente et est majoré d'une prime déterminée, en partie, en fonction de certains facteurs propres à un financement non garantie subordonné. Cette facilité de crédit n'était pas utilisée au 31 juillet 2009.

À la suite de la restructuration et des remboursements de capital obtenus relativement à certains placements détenus dans des PCAA [note 4], des facilités de crédit aux montants initiaux de 9 485 \$ et de 98 140 \$ ont été réduites, et ce, selon les termes des ententes. Au 31 juillet 2009, les nouveaux soldes de ces facilités de crédit disponibles s'élèvent à 9 355 \$ et 89 768 \$ et étaient entièrement utilisées.

Note 8 CAPITAUX PROPRES

A) CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	
	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2008	32 678 241	154 198
Émission de la trésorerie	120 613	1 071
Exercice d'options	9 001	62
Solde au 31 juillet 2009	32 807 855	155 331

Au 31 juillet 2009, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 847 782 et 31 960 073.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2008	716 173	22,85
Octroyées	441 084	11,18
Exercées	(9 001)	6,83
Annulées	(33 491)	24,34
Solde au 31 juillet 2009	1 114 765	18,32
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2009	469 068	22,27

C) SURPLUS D'APPORT

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	5 551	2 741	4 619	1 871
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	555	834	1 487	1 968
Options exercées	—	—	—	(264)
Solde à la fin de la période	6 106	3 575	6 106	3 575

D) BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2009	2008 [Redressé – note 2]	2009	2008 [Redressé – note 2]
(en milliers, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	30 991	(895)	43 741	32 975
Intérêts sur débenture pouvant être réglées en actions à droit de vote	33	—	98	97
Bénéfice (perte) servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	31 024	(895)	43 839	33 072
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32 792	32 656	32 743	33 223
Débentures pouvant être réglées en actions à droit de vote	293	—	321	117
Options d'achat d'actions	30	—	24	146
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	33 115	32 656	33 088	33 486
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,95	(0,03)	1,34	0,99
Dilué(e)	0,94	(0,03)	1,32	0,99

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009, 1 017 755 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes correspondantes.

La débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote n'a pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée les 31 juillet 2008 en raison de son effet antidilutif. L'incidence potentielle de la débenture sur le dénominateur est de 151 000 actions. Étant donné la perte enregistrée au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2008, les

716 173 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, 139 000 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour cette période.

Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2008, déjà reporté	73 258	615	73 873
Modifications de conventions comptables <i>[note 2]</i>	(779)	(26)	(805)
Autre modification <i>[note 2]</i>	—	9 055	9 055
Solde au 31 octobre 2008	72 479	9 644	82 123
Variation au cours de la période	(57 010)	(6 605)	(63 615)
Solde au 30 avril 2009	15 469	3 039	18 508
Variation au cours de la période	(33 257)	(6 853)	(40 110)
Solde au 31 juillet 2009	(17 788)	(3 814)	(21 602)

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2007, déjà reporté	(59 392)	(7 109)	(66 501)
Modification d'une convention comptable <i>[note 2]</i>	—	40	40
Solde au 31 octobre 2007	(59 392)	(7 069)	(66 461)
Variation au cours de la période	50 858	8 882	59 740
Solde au 30 avril 2008	(8 534)	1 813	(6 721)
Variation au cours de la période	11 647	(1 930)	9 717
Solde au 31 juillet 2008	3 113	(117)	2 996

Note 10 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 31 juillet 2009			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	478 089	341 265	819 354	2 131 725	693 960	2 825 685
Dépenses d'exploitation	472 949	319 218	792 167	2 086 417	681 449	2 767 866
	5 140	22 047	27 187	45 308	12 511	57 819
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[1]				172 980	125 180	298 160

	Trimestre terminé le 31 juillet 2008			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008		
	Amérique \$	Europe \$	Total [Redressé – note 2] \$	Amérique \$	Europe \$	Total [Redressé – note 2] \$
Revenus	509 477	350 403	859 880	2 069 663	652 764	2 722 427
Dépenses d'exploitation	519 876	325 417	845 293	1 988 810	629 041	2 617 851
	(10 399)	24 986	14 587	80 853	23 723	104 576
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[2]				192 231	130 866	323 097

^[1] Au 31 juillet 2009

^[2] Au 31 octobre 2008

Note 11 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2008 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2009, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 477 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2009, le montant total de ces garanties s'élevait à 840 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2009, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

